



DÉPARTEMENT DU POOL

Le Programme DDR lancé à Kinkala

Le Programme de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants (DDR) a été lancé hier dans le chef-lieu du département du Pool par le ministre d'Etat, directeur de cabinet du chef de l'Etat, Florent Ntsiba, en présence des partenaires bilatéraux et multilatéraux. Il sera mis en œuvre avec l'appui du système des Nations unies et du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement.

La photo de famille des parties prenantes au lancement du DDR



BRAZZAVILLE

Renforcement des capacités techniques des hôpitaux



Au premier rang, le ministre et ses différents partenaires/Adiac

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose, a offert par le truchement du Programme des Nations unies pour le développement des incinérateurs à quatre structures sanitaires à Brazzaville : le Centre hospitalier et universitaire, le Laboratoire national de santé publique, l'hôpital des armées Pierre-Mobengo et l'hôpital mère-enfant Blanche-Gomes.

AFFAIRES

Les chefs d'entreprise face aux enjeux de l'étude de marché



Les participants lors des échanges/Adiac la croissance de leur structure économique. La rencontre a été organisée dans le cadre du Salon international de la tech et de l'innovation de l'Afrique centrale.

Page 3

AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville va abriter un forum sur la croissance

La capitale congolaise accueillera du 10 au 12 juin prochain un forum sur la croissance et l'investissement qui réunira les représentants des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, des partenaires financiers, des dirigeants des entreprises et d'autres personnalités.

Page 5

Siège du Cese/Adiac



Éditorial

Priorité absolue

Page 2

ÉDITORIAL

Priorité absolue

La situation socioéconomique et financière du moment invite à un diagnostic en profondeur afin d'en évaluer les causes, les analyser objectivement et projeter les meilleures options possibles à prendre pour améliorer la gouvernance de la finance publique et relever les défis actuels. L'engagement pris par le nouvel argentier de restaurer la crédibilité économique et financière par une maîtrise des dépenses et de l'endettement du pays est ambitieux.

La clé pour gagner un tel pari réside dans la mise en œuvre de la réforme fiscale sans laquelle maximiser les revenus et accroître les capacités du Trésor public ne seront qu'une simple vue de l'esprit. La mobilisation des ressources financières devenant une priorité absolue du moment pour la réalisation des projets porteurs de croissance et à fort impact social pour la population, gérer de manière transparente, rigoureuse et avec parcimonie les deniers publics doit être la règle à observer par ceux qui en ont la charge et la mission.

Dans un contexte de reprise économique prometteuse, le diagnostic dont il est question ici servira également de base pour élaborer des politiques ajustées et des plans d'action soutenus. L'objectif étant de mieux recentrer les dépenses de l'Etat en évitant les choix hasardeux d'investissement sans retour qui obèrent les finances de l'Etat.

Parvenir à cette fin implique tout à la fois un changement de logiciel mental, mais aussi et surtout un renforcement des mécanismes de contrôle pour briser les circuits mafieux à travers une lutte acharnée contre le détournement de fonds à l'origine des arrêts des chantiers, quand bien même la totalité des financements est décaissée.

Autant dire que le nouveau gardien du portefeuille public a du pain sur la planche.

Les Dépêches de Brazzaville

DIGITALISATION

Une plateforme pour former des milliers de jeunes dans le numérique

L'outil numérique a été présenté au ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, le 14 mai à Brazzaville, par le Centre africain de recherche en intelligence artificielle (Caria), avant son lancement officiel. Elle est mise en place pour former les jeunes congolais dans le domaine du numérique.

La plateforme, totalement digitale, a été conçue par le Caria, une structure étatique mise en place pour former des talents devant œuvrer pour renforcer le développement des technologies émergentes afin d'accélérer la transformation digitale. Le projet, pour sa phase pilote, va permettre de proposer, en ligne, environ trois mille cours en ligne, répartis en plusieurs catégories. Ces modules de formation porteront, entre autres, sur la cybersécurité, l'intelligence artificielle, le développement personnel ainsi que des modules sur l'innovation technologique.

A terme, l'objectif du gouvernement est de former plus de dix mille jeunes congolais dans

le domaine du numérique dans la phase pilote du projet. « La formation, entièrement gratuite est ouverte à quiconque voudrait devenir développeur. L'inscription se fait en ligne sur le site web du Caria..... Chaque cours est divisé en plusieurs modules et à l'issue du cours, les apprenants sont soumis à un examen final. Et la fin de formation est conditionnée par la délivrance automatique d'une attestation de réussite », a expliqué le coordonnateur du Caria, Éric Armel Ndoumba.

L'attestation délivrée, a-t-il renchéri, sera reconnue par le ministère chargé de l'Economie numérique et celui de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, et fera foi aux entreprises et aux institutions de la République. Pour sa part, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, a exprimé son satisfecit. « Je suis satisfait de la plateforme qui m'a été présentée. Mais nous allons continuer à travailler avec mon collègue chargé de la Recherche scientifique afin qu'il apporte, lui aussi, ses contributions avant de programmer son lancement officiel. Pour cette phase, notre ambition est d'offrir aux jeunes une formation de qualité qui va faire d'eux des grands développeurs et/ou des chefs d'entreprises », a souligné le ministre.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.com DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Conseillère de direction : Raïssa Angombo RÉDACTIONS Direction des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya Grand reporter : Nestor N’Gampoula Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)	RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Chef d’agence : Victor Dosseh Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34 RÉDACTION DE KINSHASA Direction de l’Agence : Ange Pongault Chef d’agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali Coordonnateur : Alain Diasso Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200 SECRETARIAT DE REDACTION Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi PAO – MAQUETTE Chef de service PAO : Eudes Banzouzi Chef de service : Cyriaque Brice Zoba Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff INTERNATIONAL Direction : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende	Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole ADMINISTRATION - FINANCES Direction : Kiobi Abira Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo Chef de service Audit : Arcade Bikondi, , Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL Direction : Guillaume Pigasse Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat LOGISTIQUE ET SECURITE Direction : Gérard Ebami Sala Adjoint à la direction : Elvy Bombete Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS Direction : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate	Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara. LIBRAIRIE LES MANGUIERS Responsable : Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO Responsable : Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma CENTRE DE REFLEXION SUR L’INTEGRATION REGIONALE Direction : Emmanuel Mbengué ADIAC Agence d’Information d’Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64 Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault *Journal imprimé dans les presses de l’Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com
--	---	---	--

COMPÉTITIVITÉ

Les chefs d'entreprise outillés pour l'étude de marché

L'impact des études de marché sur la compétitivité des entreprises a été au centre d'un petit-déjeuner d'affaires, le 15 mai, aux tours jumelles de Brazzaville. Cet événement a rassemblé des tops managers ainsi que des responsables financiers et marketing de sociétés congolaises. Organisée par le cabinet Target Sarl, en partenariat avec la startup JEM Consulting, la rencontre visait à promouvoir les meilleures pratiques essentielles à la croissance et la survie des entreprises.

La compréhension des tendances du marché, par le biais des études de marché, est cruciale pour la prise de décisions stratégiques. Dans un environnement économique national en constante évolution, face à une concurrence de plus en plus rude, l'étude de marché permet aux entreprises, qu'elles soient nouvelles ou établies, d'évaluer les opportunités d'innovation et de détecter les menaces potentielles. Grâce à cet outil, les dirigeants peuvent mieux appréhender leur marché, identifier les besoins de la clientèle, prendre des décisions éclairées et minimiser les risques, y compris en mesurant l'impact des investissements réalisés.

En organisant ce petit-déjeuner d'affaires, le cabinet Target souhaite repositionner l'importance de l'étude de marché au cœur des préoccupations des tops managers congolais. C'est pourquoi, en début d'intervention, le directeur général de Target, Serge Mumbu, a souligné la nécessité d'adopter des méthodes d'analyse rigoureuses pour maximiser les op-

portunités d'affaires. Selon lui, les études quantitatives et qualitatives, ainsi que les analyses documentaires, combinées à une bonne connaissance de l'environnement économique, des usages et des attitudes, permettent aux tops managers de garder une longueur d'avance sur la concurrence.

Présent en République du Congo depuis 2012, Target s'appuie sur son équipe locale et sa rigueur dans l'utilisation des outils de travail pour fournir à ses partenaires des diagnostics adaptés au contexte local. L'objectif de la rencontre, intitulée « *Les études de marché et la compétitivité des entreprises en République du Congo* », était d'aider les participants à prendre conscience de l'importance de la maîtrise du marché, ainsi qu'à cerner le processus de collecte et d'analyse d'informations portant sur un marché spécifique. « *Le marché a ses réalités. Si vous ne les suivez pas, ces réalités risquent de vous surprendre. Des études à l'échelle mondiale ont montré que 80 % des nouvelles en-*



Les dirigeants d'entreprise posant en famille/Adiac

treprises tombent en faillite. Nous voulons accompagner les entreprises congolaises pour qu'elles figurent parmi les 20 % qui réussissent. Par rapport à la crise économique actuelle, il est impératif de mettre en place des stratégies pour rester compétitifs », a déclaré l'intervenant.

Ce petit-déjeuner d'affaires a non seulement offert une plateforme de discussion, mais a également semé les graines

d'une collaboration future entre ces chefs d'entreprise. Les participants, à l'exemple de Modeste Gboko, directeur du magasin Fnac, se sont mis d'accord sur le fait que la réalisation d'études de marché régulières pourrait à la fois favoriser l'innovation et contribuer à une durabilité économique. Tout comme ce responsable de la Fnac Congo, Farel Mahouma, représentant de Dangote

Cement Congo, s'est félicité de la qualité des échanges, notamment concernant les perspectives du marché national. « *Nous avons retenu qu'il est essentiel de comprendre ce que le marché attend de nous, de savoir nous positionner et de nous adapter aux besoins du marché afin de rester compétitifs sur le long terme* », a témoigné Farel Mahouma.

Fiacre Kombo

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Un plan pour anticiper sur d'éventuelles crises

Le projet de Création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (proClimat) a proposé, le 8 mai, à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, une approche sur les crises de sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de renforcer la résilience des communautés au changement climatique.

S'exprimant au cours d'un atelier de consolidation du plan national de préparation de réponses aux crises de sécurité alimentaire, le responsable bureau satellite et paysager, sous-coordonnateur du projet proClimat, Alexis Loko, a souligné l'importance de cet atelier qui est une réponse aux besoins de développement économique et de protection du capital naturel.

Il a indiqué que cet atelier constitue une étape cruciale pour construire avec toutes les parties prenantes un plan stratégique et opérationnel répondant aux exigences du pays. Ainsi, pendant trois journées, cette rencontre a permis d'analyser les données, les dispositifs efficaces, de planifier les réponses aux différentes crises tout en définissant le mécanisme de suivi durable.



Photo de famille/Adiac

De son côté, le spécialiste en sécurité alimentaire au projet proClimat, Crédo Ngouissani, a rappelé que ces différentes rencontres avec les spécia-

listes permettront de recueillir les impressions des uns et des autres, en vue de finaliser le plan de préparation des crises de sécurité alimentaire.

Ce plan, a-t-il précisé, vise à doter le Congo des outils nécessaires pour se préparer techniquement et financièrement afin de mieux anticiper

sur les crises liées à la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire repose sur quatre piliers, notamment la disponibilité, la stabilité, la pérennité et la quantité de l'aliment mis à la disposition des populations cibles.

Le plan national de préparation de réponses aux crises de sécurité alimentaire a pour objectifs de renforcer la résilience alimentaire, d'assurer la durabilité des systèmes alimentaires, de coordonner les efforts et de mobiliser les ressources, en définissant clairement les besoins et les priorités. Le Congo a bénéficié d'un financement à hauteur de 132 millions de dollars américains, octroyé par la Banque mondiale via le partenariat Progreen dans le cadre du projet proClimat, a-t-on appris.

Lopelle Mboussa Gassia

Ce plan vise à doter le Congo des outils nécessaires pour se préparer techniquement et financièrement afin de mieux anticiper sur les crises liées à la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire repose sur quatre piliers, notamment la disponibilité, la stabilité, la pérennité et la quantité de l'aliment mis à la disposition des populations cibles.



MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE (PATN)

Prêt BIRD n° : 9398-CG

AAON : N°07/MPTEN/PATN-UCP/F/AON/2025

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET EQUIPEMENT INFORMATIQUE ET LEUR INSTALLATION
POUR L'OPERATIONALISATION DE L'AGENCE NATIONALE DE SECURITE DES SYSTEMES d'INFORMATION ANSSI.**

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN), et à l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture pour l'Acquisition de matériel et Équipements Informatiques et leur installation pour l'opérationnalisation de l'agence nationale de sécurité des systèmes d'information ANSSI. « Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement, à l'exception des paiements pour lesquels le marché stipule que le paiement sera effectué par crédit documentaire ».

2. Le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture des Équipements informatiques et leur installation.

Les soumissionnaires éligibles sont les entreprises ou les groupements d'entreprises disposant d'une expérience dans le domaine de la fourniture de matériels et équipements informatiques.

En cas de groupement, les entreprises devraient fournir l'accord de groupement identifiant le mandataire du groupement qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises.

Le délai de livraison du matériel est de 30 jours.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres National (AON) telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement » Version de Juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025 de la Banque Mondiale (« les Règles de passation des marchés »).

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'unité de coordination du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN), et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous : Siège PATN, 254 avenue Prosper GANDZION, à côté de l'Ambassade du Rwanda ; Tél : +242 05 079 21 21, E-mail : marchespatn@gmail.com de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00.

5. Le Dossier d'Appel d'offres en Français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé et éligible en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable d'un montant de cent cinquante mille (150 000) Francs CFA. La méthode de paiement sera par dépôt ou virement bancaire au compte ci-après : 30015 24201 10120003026 71, domicilié à la Banque Congolaise de l'Habitat (BCH).

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous accompagnées d'une version électronique au plus tard le 16 juin 2025 à 12 heures 00 minutes, heure de Brazzaville. La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres ne sera pas acceptée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse numéro 254 avenue Prosper GANDZION, à côté de l'Ambassade du Rwanda mentionnée ci-dessous à 16 juin 2025 à 12 heures 30 minutes.

7. Les offres doivent être accompagnées d'une déclaration de garantie de l'offre, dont le modèle est indiqué dans la section IV.

8. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE (PATN)

Nom du bureau : PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE (PATN)

Adresse du bureau : 254, Avenue Prosper GANDZION, à côté de l'ambassade du Rwanda, centre-ville, arrondissement 3 Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo

Téléphone : (+242) 05 079 21 21

Adresse électronique : marchespatn@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur p.i

Patrick Valery ALAKOUA

AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville va abriter un forum sur la croissance

Le Conseil économique, social et environnemental (Cése), présidé par Emilienne Raoul, a annoncé, à l'issue de sa session ordinaire, la tenue, du 10 au 12 juin, à Brazzaville du Forum économique pour la croissance et l'investissement en Afrique centrale (Féciac), sous le haut patronage du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

Le Féciac va regrouper onze Etats de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale et traitera des financements des projets soumis par les entreprises. Les investisseurs venant de tous les horizons du monde, qu'ils soient régionaux ou non régionaux, seront au cœur de ce forum.

Outre cette annonce, le Cése a présenté son budget exercice 2025, équilibré en recettes et en dépenses, qui se décline ainsi qu'il suit : les recettes sont estimées à 1 385 000 000 FCFA, elles proviennent de la subvention de l'Etat et sont essentiellement destinées au fonctionnement. Par contre, les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses centralisées et décentralisées. Et les dépenses centralisées représentent 1 203 955 000 FCFA, soit 86,93% des estimations du budget contre 1 191 955 000 FCFA en 2024 ; soit une augmentation de 12 000 000 FCFA en valeur absolue et de 1,01% en valeur relative.

Réuni du 6 au 9 mai en session ordinaire, le Cése a adopté le rapport général de 2019-2023, le rapport de la 6e session de mars 2024, le rapport d'activités 2024 ainsi que le compte-rendu



Siège du Cése/Adiac

des travaux de la deuxième rencontre citoyenne des 20 et 21 mars 2025.

Plusieurs projets d'avis relatifs à la situation économique, sociale et environnementale du Congo ont été aussi approuvés. En rapport avec le contexte de la protection sociale au Congo, défis et pistes de solutions, les conseillers ont plaidé pour une

protection sociale sans exclusive, notamment l'élargissement de l'assurance sociale à des catégories de travailleurs auparavant non couverts ou des groupes difficiles à couvrir, le renforcement du caractère adéquat et la portée des programmes d'assistance sociale existants, la promotion d'une approche systémique des programmes de filets de sécurité

sociale ainsi que le suivi régulier de l'applicabilité des réformes entreprises, tant au niveau du régime général de la sécurité sociale que de celui des agents publics.

Le conseil a approuvé le rapport de la commission d'apurement des comptes 2023-2024. Par ailleurs, les conseillers ont recommandé : la finalisation du

manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable du Cése pour une gestion efficiente des actes administratifs par l'ensemble des personnels du Conseil. Ils ont également préconisé le renforcement des liens de fonctionnalité entre les équipes de la présidence, de la questure et du secrétariat général pour une meilleure traçabilité ; l'organisation chaque fin de trimestre des séances de régularisation des écritures comptables ; le renforcement des capacités des personnels de la questure et de la direction administrative et financière.

Le respect de la procédure réglementaire d'élaboration du budget du Conseil même en situation d'urgence, le paiement de la totalité des frais de fonctionnement des Commissions permanentes 400 000 FCFA au lieu de 200 000 FCFA actuellement, l'inscription des dons et legs comme une source des recettes du Conseil font aussi partie des recommandations. Les conseillers suggèrent également la publication d'un texte fixant les modalités de prise en charge des frais d'hospitalisation et des obsèques d'un membre du Conseil.

Fortuné Ibara

BEAC

Un quart de siècle de soutien à la Caisse de retraite

Les festivités marquant le vingt-cinquième anniversaire de la Caisse de retraite de la Banque centrale (CRBC) ont débuté, le 14 mai, sous le signe de la solidarité. Cette caisse de retraite joue un rôle crucial dans la vie de ses adhérents, en leur offrant un revenu décent à la retraite et en garantissant leur santé.

Dans de nombreux pays d'Afrique centrale, la retraite est souvent perçue comme une entrée dans la précarité, en raison des faiblesses observées dans le système de sécurité sociale. Créée en 1999 par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), la CRBC a su assurer le paiement régulier des pensions à ses membres grâce à des investissements efficaces. Même dans un contexte économique instable, elle a réussi à maintenir un équilibre entre sécurité et rendement des investissements. Avec un capital initial de 9 milliards de FCFA, la caisse de retraite a atteint aujourd'hui plus de 260 milliards de FCFA.

Lors de cet anniversaire, le gestionnaire de la CRBC, Josué Djoblona Seknewa, a rendu hommage aux pionniers de la caisse pour leur courage et leur persévérance. Ces fondateurs ont jeté les bases de cette institution de référence dans la

sous-région, en matière de sécurité sociale et de retraite. Malgré des turbulences économiques, la caisse a su s'adapter aux besoins de ses membres. « Cette célébration n'est pas seulement un retour sur le passé, c'est aussi une occasion de réfléchir aux défis à venir. Nous devons nous projeter vers un avenir où la retraite ne sera plus un cauchemar, mais un droit pour tous. Il est essentiel que la caisse reste un modèle, un pilier de solidarité et une source d'inspiration pour la Communauté économique des États de l'Afrique centrale », a déclaré Josué Djoblona Seknewa.

Après plusieurs cycles de résilience et d'adaptation, la CRBC s'est structurée selon des standards modernes, lui permettant de rester en phase avec les réalités socio-économiques et d'y répondre efficacement.



Elle a bénéficié d'une bonne gouvernance tout au long de son parcours. Le président de l'Assemblée générale de la CRBC, Samuel Gako, a souligné l'importance de garantir la pérennité de la caisse de retraite. Depuis un quart de siècle, a-t-il observé, la CRBC a réalisé des résultats satisfaisants malgré de nombreux obstacles. « L'éducation financière des adhérents concernant les fonds de placement est un autre axe

que la caisse développe. Nous devons faire de la caisse un vecteur de savoir », a ajouté ce dirigeant.

Le soutien constant de la Banque centrale a été considéré comme essentiel pour le bon fonctionnement des activités de la caisse. Selon le gouverneur de la BEAC, Yvon Sani Bangui, la création de cette institution dédiée à la sécurisation de l'avenir du personnel de la BEAC représente un pari réussi. « Cela

a été possible grâce à une gouvernance rigoureuse et à une gestion prudente assurées par les différentes équipes qui se sont succédé à la tête de la CRBC, sous la supervision éclairée de ses organes de contrôle. Notre caisse a su croître, se structurer et s'adapter pour faire face aux défis économiques et financiers successifs », a-t-il déclaré.

Face aux enjeux démographiques et financiers, la nécessité de réformer cette caisse devient pressante. Il est crucial de trouver un équilibre entre les intérêts des jeunes actifs et des retraités. Yvon Sani Bangui a également souligné que l'une des solutions réside dans une bonne communication avec les adhérents concernant leurs prestations et droits. Une gestion efficace des risques liés aux investissements est également une étape cruciale.

Fiacre Kombo

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fermeture exceptionnelle du réseau d'agences de BGFIBank Congo du jeudi 15 mai (à partir de 12h00) au dimanche 18 mai 2025 inclus

Brazzaville, le 15 Mai 2025 – La Direction Générale de BGFIBank Congo porte à la connaissance de son aimable clientèle que dans le cadre de la fusion absorption du Core Banking Système de BGFIBank ADIC (ex. Société Générale) par BGFIBank Congo, toutes ses agences seront exceptionnellement fermées du jeudi 15 mai à partir de 12h jusqu'au dimanche 18 Mai 2025 inclus.

Durant cette période d'éventuelles perturbations pourront être enregistrées au niveau de nos plateformes digitales et monétiques.

Les activités reprendront normalement le Lundi 19 Mai 2025 aux heures habituelles.

La Direction Générale remercie sa clientèle pour sa confiance et sa compréhension tout au long de cette phase de transition, et présente ses excuses pour les éventuels désagréments occasionnés.

A propos de BGFIBank Congo

BGFIBank Congo est présente depuis 25 ans en République du Congo.

Organisée en lignes métiers (Banque de Financement des entreprises & Institutionnels, Banque commerciale et Banque privée & gestion d'actifs), BGFIBank Congo a l'ambition permanente de satisfaire chacun des segments de sa clientèle en leur proposant des offres adaptées mais avant tout la meilleure qualité de service qui soit.

• BANQUE DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES & INSTITUTIONNELS ; BANQUE COMMERCIALE ; BANQUE PRIVÉE & GESTION D'ACTIFS ; PRODUITS & SERVICES

Avec une offre de produits & services variée et complète, répondant à la grande majorité des besoins de nos clients (crédit, épargne, banque digitale, cartes bancaires (visa), transfert d'argent, Bancassurance, Trade finance...) BGFIBank Congo se veut, le partenaire indispensable de toute relation bancaire. Banque de la modernité et de la technologie, BGFIBank Congo développe des produits et services à forte valeur ajoutée : Le produit BGFICASH MANAGEMENT : véritable outil de gestion bancaire à domicile, fortement apprécié des entreprises.

L'application MY BGFIBank CG qui à travers son offre diversifiée composée de services à valeur ajoutée, permet à tout client de réaliser ses opérations sans avoir à se déplacer. La mutation qu'a connu le marché bancaire congolais avec l'opération de rachat de l'ex société Générale par BGFIBank Congo, ramenant le nombre d'acteurs de 10 à 9 banques a permis notamment de renforcer son positionnement de leader. C'est donc fort de son histoire, de sa modernité et de la qualité des collaborateurs qui la composent que BGFIBank Congo vous attend pour mieux vous servir et demeurer votre partenaire pour l'avenir.

Suivez-nous sur :



Ecoute - Qualité - Client

Tél.: 81 88

Email : eqccongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

TRANSPORT

La Société de production des permis de conduire déjà à pied d'œuvre

La Société de production des permis de conduire (SPC) est une entreprise privée partenaire de la Commission nationale de délivrance des permis de conduire (Conadép). Cette nouvelle société déjà opérationnelle est censée contribuer à la réduction du taux d'accidents à Kinshasa en délivrant le permis de conduire uniquement aux chauffeurs les plus méritants.

C'est pour en savoir un peu plus que le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, s'est rendu le mardi 13 mai à son siège situé dans la commune de Gombe à Kinshasa afin de s'imprégner de son fonctionnement. Sur place, le chef de l'Etat a reçu les explications nécessaires relatives au processus mis en place dans ce guichet unique pour l'obtention du nouveau permis de conduire biométrique. Tout requérant du permis de conduire est d'abord accueilli dans la salle de « constatation » pour identifier le type de véhicule pour lequel il sollicite le permis, puis il est conduit au guichet d'une banque commerciale pour le paiement d'une somme de 18 dollars américains avant de passer son double test de conduite. Telles sont les explications données au chef de l'Etat par le responsable de la SPC. Et d'ajouter : «La première évaluation théorique consiste à répondre à vingt questions sur ordinateur pour une durée de trente secondes chacune (...). La



Les requérants passant leur test à la SPCDR

«La première évaluation théorique consiste à répondre à vingt questions sur ordinateur pour une durée de trente secondes chacune (...). La réussite avec au moins douze points vous permet de passer au test pratique de conduite sur un simulateur».

réussite avec au moins douze points vous permet de passer au test pratique de conduite sur un simulateur». Le requérant ayant passé ce test avec satisfaction est notifié par messagerie pour l'obtention de son permis dans quarante huit heures. Le président Félix Tshisekedi s'est prêté à cet exercice et a obtenu son permis de conduire numérique en un temps record. À en croire le président de la commission de délivrance des permis de conduire, Nicolas Nkane, le nouveau permis de conduire biométrique est hautement sécurisé et répond aux standards internationaux en la matière. Il permettra non seulement de réduire la fraude et de faciliter le processus d'obtention du permis, mais aussi aidera à s'assurer de la compétence des conducteurs. Notons que pour cette visite, le président de la République était accompagné de la Première ministre, Judith Suminwa, et du vice-Premier ministre aux Transports, Jean-Pierre Bemba.

Sylvain Andema

CONFLITS ET CATASTROPHES

2024, une année record de personnes déplacées dans le monde

Un rapport annuel de l'Observatoire des situations de déplacement interne et du Conseil norvégien pour les réfugiés fait état d'une hausse de 7,5 millions de personnes déplacées en 2024 dans leur pays par rapport à 2023.

Les conflits et les catastrophes naturelles ont poussé le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays de franchir un nouveau niveau record de 83,4 millions à la fin de 2024, selon un rapport annuel. Le nombre de déplacés a bondi de 50% au cours des six dernières années, précisent l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), dans leur rapport conjoint. Selon la directrice de l'IDMC, Alexandra Bilak, « le déplacement interne est l'endroit où se croisent conflit, pauvreté et crise climatique, et qui frappe les plus vulnérables de plein fouet ». Contrairement aux réfugiés qui fuient un pays pour s'installer ailleurs, les déplacés sont des personnes qui ont dû partir mais qui restent dans leur pays.

90% des déplacements forcés liés aux violences et à des conflits

Le nombre de pays signalant des déplacements dus à la fois aux

conflits et aux catastrophes a triplé en quinze ans. Plus des trois-quarts des déplacés internes en raison de conflits vivent dans des pays très vulnérables au changement climatique. Les catastrophes ont obligé près de 10 millions de personnes à fuir et à s'installer ailleurs, un chiffre qui a doublé en cinq ans. Près de 90% de ces déplacements forcés sont dus aux violences et aux conflits. Ils concernent 73,5 millions de personnes, un chiffre en augmentation de 80% depuis 2018. Fin 2024, dix pays comptaient chacun plus de trois millions de déplacés internes dus aux conflits et aux violences. Avec 11,6 millions de déplacés, le Soudan compte le plus grand nombre de ces personnes jamais enregistré dans un seul pays, souligne le rapport. Presque toute la population de la bande de Gaza était également déplacée fin 2024, avant même les nouveaux déplacements massifs provoqués par la reprise des bombardements israéliens, le 18 mars, après la fin d'une trêve de deux mois.

A eux seuls les États-Unis comptabilisent 11 millions de déplacés

Confrontés à plusieurs ouragans majeurs comme Helene et Milton, les États-Unis ont comptabilisé à eux seuls 11 millions de déplacements liés à des catastrophes naturelles. Soit près d'un quart du total mondial. Les phénomènes météorologiques, souvent aggravés par le changement climatique, ont provoqué 99,5% des déplacements dus à des catastrophes en 2024. Ces chiffres alarmants surviennent au moment où les organisations humanitaires sont en difficulté en raison du gel par Donald Trump de la majorité de l'aide financière américaine. Des coupes budgétaires touchent les déplacés, qui reçoivent généralement moins d'attention que les réfugiés. «À chaque fois qu'un financement est coupé, un déplacé n'a plus accès à la nourriture, aux médicaments, à la sécurité et perd espoir», a averti le directeur du NRC, Jan Egeland.

Noël Ndong

SANTÉ

La situation sanitaire et humanitaire préoccupante

En République démocratique du Congo (RDC), la situation sanitaire inquiète en ce mois de mai 2025. Ce constat a été établi au cours de la réunion de coordination de la situation sanitaire et humanitaire tenue récemment au cabinet du ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale.

La situation sanitaire reste dominée par la persistance de plusieurs épidémies majeures, des défis logistiques dans la prise en charge des malades ainsi que des catastrophes naturelles aggravant la vulnérabilité des populations. S'agissant des données épidémiologiques sur le Mpx pour la Semaine épidémiologique 18 et le cumul des semaines 1 avec 2024 et la semaine 18 avec 2025, il ressort que les cas suspects s'élèvent à 2157 pour un cumul de 106 283. Dix décès suspects ont été rapportés avec un cumul de 1789. 229 cas ont été confirmés et 521 048 personnes ont été vaccinées.

Concernant la co-infection Mpx-HIV au centre de soins Mpx de Kokolo, Kinshasa, de novembre 2024 à mars 2025, elle s'élève à 9,32 %, soit 11/118 cas de Mpx, principalement dans les zones de santé urbaines. La co-infection Mpx-VIH est plus fréquente chez les personnes âgées de 18 à 24 ans (16 %) et de plus de 44 ans (12,50 %).

La situation épidémiologique du choléra a été aussi passée en revue. Pour la semaine 18, 2 041 cas ont été notifiés et 46 décès rapportés avec un taux de létalité de 2,3 %, avec 77 échantillons prélevés dont 24 positifs. Le cumul des cas est de 22 466 cas et 457 décès. Cinq provinces représentent 88 % des cas : Katanga (27 %), Sud-Kivu, Nord Kivu, Haut-Lomami, Tanganyika et Tshopo. Au total, 101 zones de santé concernées.

Blandine Lusimana



BSCA.Bank s'installe à Oyo : une étape décisive pour la finance en Cuvette

Oyo, 12 mai 2025 — Dans une ambiance solennelle, la ville d'Oyo, chef-lieu du département de la Cuvette, a vu s'ouvrir officiellement, ce lundi 12 mai, les portes de la toute nouvelle agence de la **Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique (BSCA.Bank)**. Cette cérémonie d'inauguration, placée sous le **haut patronage de Son Excellence M. Denis Sassou Nguesso**, Président de la République du Congo, marque une étape significative dans la stratégie d'expansion nationale de l'institution bancaire sino-congolaise.

Un bâtiment moderne au service de la population

Le nouveau bâtiment, érigé sur trois niveaux (R+2), se veut à la fois moderne et fonctionnel. Il abrite **trois guichets ordinaires, un guichet VIP**, ainsi que **trois guichets automatiques de billets (GAB)** situés au rez-de-chaussée. Cette configuration permet une prise en charge fluide, rapide et personnalisée des clients, qu'ils soient particuliers ou Entreprises.

Plusieurs personnalités ont honoré de leur présence cet événement, notamment **M. GU Shu**, Président du Conseil d'administration du groupe chinois ABC, **M. Rigobert Roger Andely**, Président du Conseil d'Administration de la BSCA.Bank et **M. Wang Shenghong**, Directeur Général de BSCA.Bank. Les autorités locales et les populations, bénéficiaires directs de cette nouvelle implantation, ont également répondu présentes.

Un bâtiment moderne au service de la population

L'agence d'Oyo vient renforcer le réseau de BSCA.Bank, déjà présent à travers ses implantations de Brazzaville (siège, Cabral, Poto-Poto, Baongo) et Pointe-Noire. Elle propose une **offre commerciale complète** destinée aux particuliers comme aux entreprises : crédits, dépôts à terme, cautions, transferts internationaux, change de devises, et surtout, des **services numériques de dernière génération**.

Fidèle à sa mission de **transformation numérique du paysage bancaire congolais**, BSCA.Bank mise sur l'innovation pour simplifier l'accès à ses produits. Grâce à son système informatique avancé, elle a intégré des outils de paiement électronique, renforcé l'efficacité de ses services en ligne et facilité les démarches de souscription à distance.

La banque s'impose comme un partenaire de confiance pour une clientèle diversifiée.

Elle joue un rôle de catalyseur dans la structuration économique des territoires, en particulier dans le financement des grands projets d'infrastructures comme la RN1, considérée comme le plus important projet sino-congolais à ce jour.

Un pont entre la Chine et l'Afrique

La naissance de la BSCA.Bank s'inscrit dans le cadre de l'initiative chinoise « **La Ceinture et la Route** », qui vise à renforcer la coopération économique et commer-



cial entre la Chine et les pays africains. Dans ce contexte, la banque joue un rôle d'interface stratégique, **facilitant les échanges commerciaux bilatéraux** et contribuant au développement intégré de plusieurs filières économiques.

Elle se distingue notamment comme **la seule institution bancaire du Congo à proposer des services en RMB (yuan chinois)**, permettant ainsi aux entreprises chinoises implantées en Afrique de procéder à des règlements dans leur mon-



naie d'origine. Ce dispositif réduit considérablement les risques de change, améliore les flux commerciaux et encourage l'utilisation du yuan sur le continent africain.

Un levier pour l'industrialisation et la résilience économique

En innovant dans ses modèles de financement, la BSCA.Bank s'engage résolument dans le soutien aux **chaînes industrielles et d'approvisionnement locales**. Ses produits sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises, qu'elles soient grandes, moyennes ou petites, en leur offrant des solutions flexibles et adaptées pour **accroître leur production et moderniser leurs outils de travail**.

Cette orientation stratégique s'inscrit dans une vision durable et inclusive : la banque accompagne les PME dans leur transition numérique, soutient l'émergence de filières agro-industrielles compétitives, et favorise un tissu économique résilient à l'échelle nationale.

Un réseau qui s'étend, une ambition qui se confirme

L'agence d'Oyo vient s'ajouter à un réseau en plein essor. À **ce jour, 142 guichets automatiques de billets (GAB)** ont été installés à travers le territoire, contribuant à démocratiser l'accès aux services bancaires. Cette politique d'implantation massive traduit une volonté forte : **bâtir une banque proche des populations**, adaptée aux réalités du terrain, et pleinement ancrée dans l'économie réelle.

En s'installant à Oyo, la BSCA.Bank confirme sa position de **pilier de la finance congolaise** et de vecteur de développement économique régional. Elle ambitionne de transformer cette ville en un véritable **hub financier du nord du Congo**, capable de dynamiser les flux économiques, de soutenir les investissements et d'encourager l'entrepreneuriat local.

Conclusion : Oyo, symbole d'une finance en mouvement

L'inauguration de cette sixième agence marque un tournant pour la BSCA.Bank, mais aussi pour le Congo. Elle illustre **la synergie croissante entre Brazzaville et Pékin**, la montée en puissance de nouveaux acteurs bancaires africains, et la nécessité d'une finance moderne, accessible, et tournée vers le développement.

Avec Oyo, c'est **une vision d'avenir** qui prend forme : celle d'une banque au service du progrès, de l'innovation et du partenariat sino-africain. Un pari ambitieux... mais déjà en marche.

Yvon SANA BANGUI



PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES

PSIPJ



• • **19 MAI 2025** 🕒 **09H** • **CEFA DES METIERS DU BATIMENT (vers Le Lycée 1^{ER} MAI)**

APPEL D’OFFRE

pour les travaux de construction et d’installation liés à la modernisation technique de la récupération du zinc dans l’usine de traitement des minerais de SOREMI SA

I Condition de l’appel d’offre

SOREMI SA prévoit de lancer un appel d’offres public pour les travaux de construction et d’installation liés à la modernisation technologique de la récupération du zinc dans son usine de traitement des minerais. Le financement de ce projet est déjà assuré et les conditions nécessaires à l’appel d’offres sont réunies. Les soumissionnaires intéressés et répondant aux exigences du présent avis sont les bienvenus pour participer à l’appel d’offres.

II Aperçu du projet et portée de l’appel d’offres

- 1.Maître d’ouvrage : SOREMI SA (nom en chinois)
- 2.Mandataire d’appel d’offres Beijing Dongfang Huatai Engineering Consulting Co., Ltd
- 3.Intitulé des travaux construction et installation liées à la modernisation technologique de la récupération du zinc dans l’usine de traitement des minerais de SOREMI SA
- 4.Référence de l’appel d’offres SRMI20250100-EQJA
- 5.Aperçu du projet et contenu des travaux
- (1) Lieu des travaux: Mfouati, ville de Loutété, département de la Bouenza, République du Congo
- (2) Contenu de l’appel d’offres : construction d’un nouvel atelier pour le filtre-presse de minerai brut, extension de l’atelier d’électrodéposition de zinc, aménagements extérieurs, construction et décoration des installations de production et de vie, fabrication et installation des structures d’acier, installation des équipements de procédé, installations de plomberie, d’électricité et d’instrumentation
- (3) Signature du contrat : le contrat d’entreprise sera signé entre l’adjudicataire et SOREMI SA
- (4) Le présent appel d’offres est organisé conformément aux lois et règlements en vigueur en République du Congo, ainsi qu’aux lois pertinentes de la République populaire de Chine, notamment la Loi sur la construction, la Loi sur les appels d’offres et les soumissions, la Loi sur les contrats, et la Loi contre la concurrence déloyale, afin de sélectionner le meilleur entrepreneur par le biais d’une procédure d’appel d’offres.

III Exigences de qualification des soumissionnaires

- 1.Le soumissionnaire doit être une entreprise légalement enregistrée en Chine ou dans un autre pays (ou région), dotée de la personnalité juridique indépendante, disposant d’une licence valide, d’un bon historique d’exécution contractuelle et de la capacité à répondre aux exigences du dossier d’appel d’offres.
- 2.Pour l’entreprise chinoise, le soumissionnaire doit posséder une qualification de premier niveau ou supérieure en tant qu’entrepreneur général en construction, ainsi qu’une qualification de deuxième niveau ou supérieure en tant qu’entrepreneur spécialisé en installation électromécanique. Il doit également être en possession d’un certificat de sécurité de production valide, disposer de ressources techniques, humaines et matérielles suffisantes, et justifier d’une bonne réputation et d’une expérience avérée en matière des travaux.
- L’entreprise étrangère souhaitant soumissionner doit, si les lois et règlements de son pays (ou région) d’origine l’exigent, être dûment enregistrée et détenir les qualifications correspondantes conformément à la réglementation locale.
- 3.Pour les soumissionnaires chinois, le chef de projet doit être titulaire d’un certificat de premier niveau d’ingénieur en construction, délivré au niveau national. Il doit être un employé officiel de l’entreprise soumissionnaire, âgé de moins de 55 ans, lié à l’entreprise par un contrat de travail légal et valide, et en poste actif. Une

- preuve valide de paiement de la sécurité sociale couvrant au minimum l’ensemble de l’année 2024 par l’entreprise pour le compte du chef de projet doit être fournie.
- 4.Les soumissionnaires étrangers doivent, si leur pays (ou région) d’origine exige des qualifications professionnelles pour les chefs de projet dans les domaines des mines ou de la construction, être en possession des certifications requises. Le chef de projet doit être un employé officiel de l’entreprise soumissionnaire, âgé de moins de 55 ans, en poste actif, lié à l’entreprise par un contrat de travail légal et valide.
- 5.Les soumissionnaires chinoises doivent justifier d’une expérience avérée dans des travaux similaires réalisés à l’étranger.
- 6.Pour être éligible à l’attribution du contrat, l’entreprise soumissionnaire doit fournir des documents de qualification satisfaisants au maître d’ouvrage, démontrant qu’elle remplit les conditions requises pour soumissionner et qu’elle est capable d’exécuter le contrat.

À cet effet, le dossier de soumission devra impérativement inclure les documents suivants :

- 1) Les originaux de la licence de l’entreprise, du certificat de qualification et du certificat de sécurité de production doivent être présentés (pour vérification lors de l’ouverture des plis). Des copies de ces documents peuvent être incluses dans le dossier de soumission, à condition d’être certifiées par le cachet officiel de l’entreprise.
- 2) L’entreprise doit démontrer sa capacité à exécuter le contrat, notamment par une expérience avérée dans les travaux similaires à l’étranger (concernant les entreprises chinoises), en fournissant des copies scannées des contrats concernés. Elle doit également prouver qu’elle dispose de ressources suffisantes – en termes d’équipements, de personnel, de financement, de garanties de qualité, de protection de l’environnement et de systèmes de gestion, etc. – pour mener à bien le projet dans son intégralité.
- 3) Le soumissionnaire doit maîtriser avec précision les plans de conception de chaque spécialité des travaux, ainsi que les normes techniques, normes de qualité, normes de sécurité et règlements de sécurité propres au secteur applicables au présent chantier. Il devra assurer, conformément à la conception, aux exigences des normes et règlements de sécurité susmentionnés ci-dessus, la gestion de la sécurité, la gestion de la qualité, le contrôle de l’avancement des travaux, la coordination du chantier, le contrôle des investissements, la gestion contractuelle, ainsi que la collecte et l’archivage de la documentation technique des travaux, etc.
- 4) L’entreprise adjudicataire ne pourra en aucun cas sous-traiter ou céder tout ou partie du contrat, ni agir en tant qu’entreprise «prête-nom». Elle devra fournir un engagement écrit en ce sens. En cas d’infraction constatée, le maître d’ouvrage se réserve le droit de résilier le contrat, et l’adjudicataire devra indemniser intégralement les pertes occasionnées, en plus de verser une pénalité contractuelle de 500 000 RMB au maître d’ouvrage.
- 5) Le soumissionnaire ne doit pas faire l’objet d’un ordre de cessation d’activité, ni d’une interdiction de soumissionner, ni être en situation de mise sous tutelle, de gel des avoirs ou de faillite.
- 6) Au cours des trois dernières années, le soumissionnaire n’a pas commis de fraude lors de l’attribution du contrat, ni de manquements graves à ses obligations contractuelles, et n’a pas été impliqué dans des incidents majeurs de qualité ou de sécurité sur des chantiers.
- 7) Les ressources humaines et les équipements mobilisés doivent être suffisants et adaptés aux besoins de l’exécution des travaux.
7. Une caution de soumission d’un montant de 50 000 RMB est exigée. Le soumis-

sionnaire devra la virer sur le compte désigné au plus tard le 1er juin 2025 à 16h00, soit cinq jours avant la date d’ouverture des plis.

8. Les candidatures en groupement ne sont pas acceptées pour ce projet.

9. Il faut être conforme aux dispositions de la Loi de la République populaire de Chine sur les appels d’offres et les soumissions, au Règlement d’application de ladite loi, ainsi qu’aux autres lois et règlements en vigueur.

10.Méthode d’évaluation: vérification des qualifications a posteriori.

IV Inscription et obtention du dossier d’appel d’offres

1. Inscription et obtention du dossier d’appel d’offres

Les soumissionnaires, après avoir pris connaissance des informations relatives à l’appel d’offres du projet et complété les formalités d’inscription auprès de la personne de contact désignée, pourront, après confirmation, recevoir le dossier d’appel d’offres (versions chinoise, anglaise et française) par courrier électronique.

(1) Période d’inscription : du 13 au 19 mai 2025

(2) Période d’obtention du dossier d’appel d’offres : du 16 mai 2025 au 20 mai 2025, 16h00 (heure de Pékin)

(3) Méthode d’obtention : Le dossier d’appel d’offres peut être acheté par virement en ligne, uniquement à partir du compte bancaire de l’entreprise soumissionnaire. Le virement via un compte personnel n’est pas accepté. Lors du virement, il est nécessaire d’indiquer le nom du projet dans la référence de paiement. Les copies scannées des documents d’inscription ci-dessous doivent être envoyées à l’adresse e-mail suivante : 178902881@qq.com (le formulaire d’inscription doit être au format Word modifiable, et le sujet de l’e-mail doit suivre le format: Nom du projet + Nom de l’entreprise soumissionnaire). Des frais de 1000 RMB pour le dossier d’appel d’offres seront perçus, et ces frais ne sont pas remboursables après vente.

2. Documents à fournir lors de l’inscription et exigences

(1) Lettre de procuration de la personne juridique (copie scannée avec cachet officiel)

(2) Carte d’identité du mandataire (copie scannée avec cachet officiel)

(3) Licence de l’entreprise (copie scannée avec cachet officiel)

(4) Certificat de qualification de l’entreprise (copie scannée de l’original)

(5) Permis de sécurité de production (pour les travaux de construction ou de mine) (copie scannée de l’original)

!6) Expérience de l’entreprise dans des travaux similaires (copie scannée du contrat)

(7) CV du chef de projet proposé pour ce projet (nom, numéro de carte d’identité, etc.) (copie scannée avec cachet officiel)

(8) Preuve de paiement des frais du dossier d’appel d’offres (copie scannée avec cachet officiel)

(9) Formulaire d’inscription du soumissionnaire (voir modèle ci-dessous)

FORMULAIRE D’INSCRIPTION DU SOUMISSIONNAIRE

(a) Nom de l’entreprise soumissionnaire.....

(b) Numéro d’identification fiscale de l’entreprise soumissionnaire.....

(c) Adresse de l’entreprise soumissionnaire.....

(d) Nom du projet pour inscription

(e) Référence du projet

(f) Lot soumis à l’offre

(g) Banque

(h) Numéro de compte bancaire

(i) Personne de contact pour le projet

(k) Numéro de carte d’identité

(L) Numéro de téléphone

(m) Email

V Soumission des offres et ouverture des plis

1.Heure limite de soumission des offres : avant le 6 juin 2025 à 14h00 (heure de Pékin). Les offres reçues en retard ou non conformes aux exigences ne seront pas acceptées. Les soumissionnaires doivent en même temps participer à la séance d’ouverture des plis (sous réserve de modification notifiée ultérieurement).

2.Mode de soumission des offres: les soumissionnaires doivent envoyer les versions modifiables en Word et les versions scannées en PDF avec cachet officiel (les fichiers doivent être cryptés) par e-mail respectivement aux adresses suivantes: public@soremi.net et 178902881@qq.com Le sujet de l’e-mail doit être rédigé selon le format suivant: Nom du projet + Nom de l’entreprise soumissionnaire.

3.Heure d’ouverture des plis: le 6 juin 2025 à 14h00. En cas de modification, les soumissionnaires seront informés en temps utile.

4.Lieu et mode d’ouverture des plis l’ouverture des plis aura lieu dans la salle de réunion de Beijing Dongfang Huatai Engineering Consulting Co., Ltd. et se déroulera en ligne via Tencent Meeting.

VI Visite sur site

Aucune visite sur site organisée de manière uniforme n’est prévue pour cet appel d’offres. Si un soumissionnaire souhaite effectuer une visite sur site, il doit prendre contact avec le maître d’ouvrage à l’avance. Tous les frais associés à la visite seront entièrement à la charge du soumissionnaire.

Personne de contact: Wang Wei Téléphone:0086 13911330968

VII Médias de publication de l’avis de l’appel d’offres

Cet avis de l’appel d’offres est publié simultanément sur les sites suivants: China Procurement & Bidding Network (<https://www.chinabidding.cn/>) et China Tendering & Bidding Public Service Platform (<http://www.cebpubservice.com/>)

VIII Coordonnées

Maître d’ouvrage : SOREMI SA

Personne de contact: Wang Wei Téléphone: 13911330968 Email public@soremi.net

Mandataire d’appel d’offres Beijing Dongfang Huatai Engineering Consulting Co., Ltd

Personne de contact: Mme Chen Téléphone: 0086 13910810475

Email 178902881@qq.com

IX Informations sur les comptes bancaires pour le paiement des frais de dossier d’appel d’offres et de la caution de soumission

Important: les comptes bancaires pour le paiement des frais de dossier d’appel d’offres et de la caution de soumission sont différents. Veuillez procéder au virement sur les comptes appropriés, comme indiqué ci-dessous.

1 Informations sur le compte pour le paiement des frais de dossier d’appel d’offres

Nom de l’entité : Beijing Dongfang Huatai Engineering Consulting Co., Ltd. - Filiale

Banque : Industrial Bank, succursale de Beijing West Railway Station

Numéro de compte 3211 0010 0100 0680 91

2 Informations sur le compte pour le paiement de la caution de soumission

Nom de l’entité : Beijing Dongfang Huatai Engineering Consulting Co., Ltd.

Banque : Beijing Bank Co., Ltd., succursale de Beijing West Railway Station

Numéro de compte 0109 0336 2001 2010 5159 899

Mandataire d’appel d’offres

Beijing Dongfang Huatai Engineering Consulting Co., Ltd

Le 6 mai 2025

LIVRES

«L'Afrique peut nourrir le monde» porté sur les fonts baptismaux

«L'Afrique peut nourrir le monde». Tel est l'intitulé de l'ouvrage de George Arthur Forrest porté sur les fonts baptismaux, le mercredi 14 mai, à l'hôtel du Fleuve en présence du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Cet ouvrage, le deuxième de la série pour cet entrepreneur congolais, est un véritable cri du cœur lancé à l'endroit des dirigeants africains. Ceux-ci sont souvent portés vers l'extérieur alors que leur continent dispose de tous les atouts capables de le propulser comme puissance économique mondiale. Cet ouvrage pour lequel l'auteur a lui-même fait la recension devant les invités est, en réalité, un véritable plaidoyer pour l'autosuffisance alimentaire en Afrique. Pour l'auteur de cet ouvrage de cent trente une pages, l'Afrique dispose de grandes étendues de terres fertiles et d'une population jeune et nombreuse. Le continent noir, pense-t-il, a toutes les ressources nécessaires pour produire ce qu'elle consomme et consommer ce qu'elle produit. Et face à l'accroissement de sa popu-

lation ainsi qu'aux bouleversements climatiques à venir, l'Afrique n'a pas le choix : elle doit relever le défi de l'autosuffisance alimentaire, première condition de son essor économique. Parlant spécialement de la République démocratique du Congo (RDC), George Arthur Forrest a indiqué que la RDC, sa terre natale, n'est pas qu'un scandale minier, mais aussi un scandale agricole. Et de préciser : « Avec ses 24 millions d'hectares de terres arables, de vastes étendues de forêt qui occupent 66% du territoire ainsi qu'une pluviométrie favorable de 9/12 mois, la RDC a tous les atouts pour être le grenier de l'Afrique ». Félicitant l'auteur pour son ouvrage riche en enseignements, le chef de l'État, Félix Tshisekedi, a promis d'en faire un manuel de l'agriculteur et de poli-



Georges Arthur Forrest

tique pour lutter contre l'insuffisance alimentaire. « Je souhaite plein succès à ce livre et je souhaite que tout le monde se le procure ».

C'est par ces mots que l'autorité suprême a béni l'ouvrage qui entre dans le giron de la grande production littéraire et scientifique nationale.

Entrepreneur congolais de renom né à Lubumbashi en 1940 des parents néo-zélandais, G.A Forrest (85 ans) a traversé les hommes et les époques à la tête du Groupe Forrest International, l'un des fleurons de l'industrie africaine. Fort de son expérience d'homme d'affaires, d'homme de culture et de philanthrope, il est aussi auteur de « Un siècle de rêve » publié en 2022. Dans ce premier livre, il a retracé l'aventure entrepreneuriale de sa famille qui a commencé en 1922 à Kolwezi, au cœur du Katanga. Il évoque un siècle de labeur sur une longue route jalonnée d'obstacles et de crises, mais un siècle de rêves obstinés pour bâtir un groupe industriel et participer au développement de la RDC et contribuer à la transformation d'une Afrique décomplexée et conquérante.

Sylvain Andema

BIENNALE DE LA DANSE EN AFRIQUE 2026

Appel à candidatures ouvert !

C'est officiel : la prochaine Biennale de la danse en Afrique se tiendra pour la première fois au Sénégal, du 29 avril au 3 mai 2026, à Toubab Dialaw à Dakar. L'événement, porté au plan régional par l'École des Sables en partenariat avec Kaay Fecc et Zhu Culture, promet une édition vibrante au cœur de la création chorégraphique contemporaine du continent.

Initiée en 1997 par l'Institut français et portée depuis 2016 par un comité de pilotage indépendant, la Biennale de la danse en Afrique est une initiative itinérante et reste une plateforme essentielle pour la scène africaine. Elle attire professionnels, programmeurs et amoureux de la danse, tout en favorisant les échanges artistiques Sud-Sud et Nord-Sud. En 2026, elle réaffirme sa mission : mettre en lumière les talents chorégraphiques africains, qu'ils vivent sur le continent ou dans la diaspora. L'édition à venir s'annonce résolument ancrée dans les enjeux de notre temps. Elle interrogera les rapports à l'environnement, la place et la voix des femmes dans l'art chorégraphique, et les questions liées à l'égalité



des genres. Une attention particulière sera portée aux projets in situ, capables de dialoguer avec des espaces non théâtraux, qu'ils soient naturels ou urbains. L'appel à candidatures est désormais ouvert. Les artistes et compagnies sont invités à soumettre leur projet via le formulaire en ligne disponible sur les réseaux sociaux. Les candidatures féminines ainsi que celles issues de la jeune génération sont fortement encouragées. L'évaluation portera sur la qualité artistique, l'originalité de la proposition et sa capacité d'innovation. Comme pièces à fournir pour les candidatures : un dossier de présentation incluant une note d'intention et une présentation de la compagnie ; une vidéo intégrale de la création (ou du travail

en cours) ; un extrait vidéo ou teaser (5 minutes maximum) ; quatre photos HD libres de droits avec crédits. Postuler à la Biennale, c'est en parallèle rejoindre un espace unique de visibilité et d'échange, mais aussi inscrire son travail dans un circuit professionnel stratégique. Pour beaucoup d'artistes, c'est une opportunité de faire reconnaître leur démarche à l'échelle internationale, de rencontrer d'autres créateurs ou créatrices du continent, et de partager leurs voix sur des scènes ouvertes à la diversité des écritures chorégraphiques africaines. Plus qu'un événement, cette biennale est un souffle. À ne pas manquer. Les artistes ont jusqu'aux prochaines semaines pour candidater.

Merveille Jessica Atipo

FIFA

La Fécofoot rétablie dans ses droits d'association membre

La Fédération internationale de football association (Fifa) a levé, le 14 mai, à la veille de son 75e congrès prévu à Asunción au Paraguay, la suspension infligée depuis le 6 février à la Fédération congolaise de football (Fécofoot).

L'ordonnance de rétractation délivrée par la Cour d'appel de Brazzaville au Comité exécutif de la Fécofoot a permis à la Fifa de se rendre compte des efforts déployés par les autorités congolaises dans la résolution de la crise. La levée de la suspension est donc la suite logique. « Nous souhaitons vous informer que par décision du 14 mai 2025, le Bureau du Conseil de la Fifa a décidé de lever la sanction de la Fécofoot avec effet immédiat », indique la Fifa dans son courrier. La Fécofoot a confirmé à la Fifa, par un courrier officiel daté du 10 mai, que les quatre conditions susmentionnées étaient pleinement remplies. Le 6 février dans sa lettre de suspension, le Bureau du Conseil de la Fifa conditionnait la levée de la sanction par la reprise du contrôle total du siège de la Fécofoot, du Centre technique d'Igné et des autres installations de la Fécofoot dirigée par Jean Guy Blaise Mayolas. Il s'agissait de renoncer également à toute tentative de changer les signataires autorisés des comptes

bancaires de la Fécofoot et / ou la reprise du contrôle total par les signataires reconnus par la Fifa et la CAF, d'invalider ou d'annuler toute décision juridique ou autre, autorisant la Commission ad hoc d'exercer le contrôle ou une autorité quelconque sur la Fécofoot. Même aussi une pleine coopération pour permettre à la Fécofoot de gérer ses affaires courantes sans subir d'influence induite de la part des tiers. L'ordonnance de rétractation a pesé sur la balance. « La Fécofoot a également joint dans sa correspondance la copie d'une ordonnance de justice du 9 mai de la Cour d'appel de Brazzaville confirmant entre autres le rétablissement dans ses fonctions du Comité exécutif de la Fécofoot représenté par M. Jean Guy Blaise Mayolas. Par conséquent, la Fécofoot a demandé la levée de la suspension prononcée à son encontre », précise le Bureau du conseil. Et de poursuivre : « Sur cette base et considérant que les conditions fixées par le Bureau dans sa décision du



« En conséquence, les équipes représentatives et les clubs de la Fécofoot peuvent à nouveau participer aux compétitions internationales. Cette décision signifie également que les membres et les officiels de la Fécofoot peuvent de nouveau bénéficier des programmes de développement, des cours et des formations proposés par la Fifa et la CAF »

6 février 2025 sont désormais remplies comme en atteste le courrier officiel de la Fécofoot, le Bureau a décidé le 14 mai 2025 de lever la suspension de la Fécofoot avec effet immédiat » La Fécofoot s'est donc vu restituer avec effet immédiat l'ensemble de ses droits de membre conformément à l'article 13 des statuts de la Fifa. « En conséquence, les équipes représentatives et les clubs de la Fécofoot peuvent à nouveau participer aux compétitions internationales. Cette décision signifie également que les membres et les officiels de la Fécofoot peuvent de nouveau bénéficier des programmes de développement, des cours et des formations proposés par la Fifa et la CAF », souligne le courrier de la Fifa. Et d'ajouter : « De plus les associations membres peuvent à nouveau entretenir des relations sportives avec la Fécofoot et/ ou ses équipes ». Le football congolais a donc gagné et sort de cette crise grandi. Le ballon peut rouler à nouveau. James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Bulgarie, 5e journée des play-down, 1re division
Ryan Bidounga sonne la révolte pour le Lokomotiv Sofia en égalisant à la 52e face au CSKA 1948. Le Lokomotiv s'impose finalement 2-1 et valide son maintien. Sur corner, le défenseur international a sauté plus haut que tout le monde pour marquer face à son ancienne équipe. Une récidive du natif de Ramboillet, qui avait déjà trouvé la faille, le 2 mai, face au Lokomotiv Plovdiv, dont il a porté les couleurs entre 2021 et 2023.

Italie, finale de la Coppa
Pas de trophée pour l'AC Milan, défait à Stadio Olimpico de Rome par Bologne (0-1). Une finale disputée sans Warren Bondo, blessé à la hanche.

Lettonie, 13e journée, 1re division
Daugavpils chute à domicile face au FC Riga (0-1). Cety Taty Tchibinda était titulaire en défense centrale. Victoire pour Leipaja face au Riga FS (2-1). Trésor Samba est entré à la 90e+1.

Luxembourg, demi-finale de la Coupe
Pas de finale pour le Racing Union, battu sur son terrain par Dudelange (2-3). Titulaire, Yann Mabella tire au but à la 5e, mais son ballon, repous-



sé par le poteau, profite à Gomes qui égalise (45e+3). A la 82e, alors que son équipe était menée 1-3, Mabella réduit l'écart, en vain.

Pays-Bas, 33e et avant-dernière journée, 1re division
Le NEC Nijmegen communie avec

le public du Goffertstadion en battant Breda 3-0. Titulaire, Brayann Pereira a ouvert le score à la 31e en reprenant, aux six mètres, un centre en retrait d'Hansen. Le second but de rang de l'ancien Lensois, son 3e de la saison.

Camille Delourme

COUR D'APPEL DE POINTE-NOIRE
TRIBUNAL DE COMMERCE DE POINTE NOIRE

ANFOULA Martin Patrick
Greffier e chef

INSERTION LEGALE

Pardécision collective à caractère extraordinaire en date à Pointe-Noire du Vingt Février Deux Milles Vingt Cinq, déposé au greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le Vingt Sept Février Deux Milles Vingt Cinq.

Les associés de « OB MOTORS », société à responsabilité limitée de droit congolais, au capital de un million (1.000.000) de franc CFA, dont le siège est établi à Pointe-Noire, régulièrement constituée et immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier sous n° 10 B 1974, ont décidé de mettre en sommeil de leur entité, initialement située au quartier Centre-ville, plus précisément dans la rue Jean-Marie CONCKO, à proximité de l'hôtel Orchidée.

En conséquence, mention en a été portée au registre du commerce et du Crédit Mobilier le Vingt Sept Février Deux milles vingt-cinq, sous la décision 0025.

ANFOULA Martin Patrick
Greffier e chef

MUSIQUE

Conquering Lions se produira à Pointe-Noire et Brazzaville

Le groupe Conquering Lions va livrer deux concerts d'abord le 17 mai à la Pyramide de Pointe-Noire, puis le 24 du même mois à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville dans le cadre du festival Mboté Bob.

Depuis un certain temps le groupe Conquering Lions sillonne des salles pour partager ses inspirations poétiques engagées. Portés par le charisme et la voix chaleureuse de Patrick Bikoumou, ces musiciens donnent vie à une musique puissante qui transporte le public dans l'univers du reggae Bantou, sa marque de fabrique.

En effet, depuis la sortie de ses premiers morceaux, ce groupe a connu une ascension fulgurante. Avec des titres touchants et authentiques, comme Gâna mbongo Vieux Mayembo ou encore Take You Jah jah, Conquering Lions a su conquérir un large public.

Le groupe entend bien continuer à faire parler de lui aux quatre coins du pays et l'annonce de ces deux concerts témoigne de cet engouement croissant. Pendant les concerts, Conquering Lions ne fait pas que reprendre de grands standards, le groupe se les réapproprie et les interprète à sa façon. Et l'effet est magique dès les premières notes. Son concert du 17 mai à la



Pyramide de Pointe-Noire où il a longtemps joui d'une grande popularité sera grandiose et inoubliable. Le public va danser et chanter à tue-tête comme d'habitude. Et une semaine après, le 24 mai, c'est sur la scène de l'IFC de Brazzaville à l'occasion du festival Mboté Bob que le groupe Conque-

ring Lions va confirmer sa notoriété, celle d'être aujourd'hui un des piliers du reggae congolais. Ce groupe, originaire de Pointe-Noire, va proposer un live très original. Son style, le Reggae Bantou, exprime sa volonté d'allier tradition et modernité. Qualifié de « groupe de scène », il enflamme toutes

les scènes où il passe. Et la salle de l'IFC ne va pas déroger à la règle.

Pour tout dire, le groupe Conquering Lions continue de marquer les esprits avec sa musique et sa présence scénique. L'annonce de ces deux nouvelles dates en ce mois de mai est une preuve supplé-

mentaire de son succès et de sa volonté de partager sa passion avec un public toujours plus large. Notons que pendant ces deux événements, les membres du groupe Conquering Lions vont proposer un live plein d'énergie. Une double dose de plaisir à consommer sans modération.

Hugues Prosper Mabonzo

DISPARITION

Le coach Biyick Mama n'est plus

La triste nouvelle est tombée le 10 mai au milieu de la famille du basketball congolais en général et celle de Pointe-Noire en particulier comme un coup de tonnerre, alors que ce même après-midi l'entraîneur du club BBS, Jacques Victor Douvingou, alias Biyick "Mama, était attendu au stade pour le match de super coupe qui opposait son équipe féminine à l'AS Cheminots, match qui comptait pour l'ouverture du championnat départemental.

Jacques Victor Douvingou laisse ses équipes orphelines au début d'une compétition qu'il a bien préparé. L'entraîneur est tombé en matinée dans la rue avant d'être transporté à l'hôpital de Loandjili par les gens du quartier. Quelques minutes après l'avoir confié aux médecins, ses accompagnateurs sont malheureusement surpris d'entendre que la personne qu'ils ont emmenée est morte. « Je n'ai pas cru à la première nouvelle parce que le mercredi il était aux entraînements avec nous. Il nous disait qu'il était



pour permettre aux basketteurs ponténégrins de rendre un hommage mérité à celui qui a consacré toute sa vie au basket, une veillée mortuaire parallèlement à celle organisée par la famille éplorée se tient au terrain de BBS à la Foire.

malade mais on ne savait pas de quoi il souffrait. C'est regrettable de perdre un coach en début de saison. Nous sommes très abattus, car il va nous manquer tout le long du championnat », s'est exprimé l'un de ses joueurs.

Toutefois, pour permettre aux basketteurs ponténégrins de rendre un hommage mérité à celui qui a consacré toute sa vie au basket, une veillée mortuaire parallèlement à celle organisée par la famille éplorée se tient au terrain de BBS à la Foire.

Charlem Léa Itoua

Le mot-mystère est : MEZZANINE

D	E	T	A	I	L		A	D	O
O	V	I	N		A	U	G	E	S
R	E	A	G	I		S	E	C	
S		R	E	N	T	E		H	O
A	R	E		N	A	R	G	U	A
L	U		B	E	C		N	E	S
	S	K	I		T	A	O		I
N	E	I	G	E		L	U	N	E
A		P	R	U	N	E		E	N
S	A	P	E	S		A	I	R	
A	R	A		S	A	S		O	N
L	E		M	E	C		O	L	E
E	C	R	U		E	C	R	I	T

	R		E		J		C		E		O
S	A	N	S	C	U	L	O	T	T	E	S
	P	O	T	I	N		L	A	I	T	
L	I	C	H	E	T	T	E			R	A
	A	T	E	L	E		R	E	E	L	U
S	T	A	R		S	M	I	C		O	R
		M			T		E	Q	U	I	N
J	O	B			S	I	N	U	S		N
		M	U	S	E	L	E	S			E
D	E	L	I	T	E	S			O	U	S
	L	E	G	S			T	A	N	T	
R	E			N	E	V	R	O	S	E	S
		T	H	E			L	E	U		R
O	T	A			M	A	L	T	A	I	S
		E	N	G	I	N	S			I	N

7	4	6	1	8	5	2	3	9
9	5	2	3	4	7	1	8	6
3	8	1	2	6	9	4	7	5
8	9	5	6	3	1	7	4	2
6	3	4	7	2	8	9	5	1
2	1	7	5	9	4	3	6	8
5	2	9	4	7	6	8	1	3
4	6	3	8	1	2	5	9	7
1	7	8	9	5	3	6	2	4

2	6	8	1	7	5	4	3	9
4	9	1	8	2	3	7	5	6
7	3	5	4	6	9	8	2	1
6	4	2	3	1	8	9	7	5
5	7	3	9	4	2	6	1	8
1	8	9	6	5	7	3	4	2
9	2	4	7	8	1	5	6	3
3	5	7	2	9	6	1	8	4
8	1	6	5	3	4	2	9	7

[illegible]

AVENUE - ECOSSE - ESSIEU -
ETHERS - ETIOLE - LUTTER -
MAUVES - OSIERS - PANSUE -
REFLET - RELEVÉ - VERSET

ARRÊTÉ À LA NOIX ÉTAT AMÉRICAIN		FAVORITISME AMANT DE DR JIVAGO	CAPITAUX DE LA LOUISIANE CÉRÉALE	CERTITUDE HOMME DU NORD	HOMME D'ÉTUDE	PAS GRAVE
					POÈME MÉDÉVAL TOUTES PETITES	
MAÎTRE À BORD ENTRE CIEL ET TERRE						CUBES
				COMPLIQUE FUSÉE SPATIALE RUSSIE		
ÉCORCE DE CHÊNE RAPPORT EN MATHS			JEU NE SOUL OBJET D'UNE QUÊTE			INDIFFÉRENCE
	DÉMOSSELLE SÉRIE TV AMÉRICAINE				NOTE DE MUSIQUE PILLAGE	
FECONDER VULGAIREMENT VOUTE						ÉLÉMENT DE POULE
				EMPEREURS		
MOT D'EXCUSE	PARTIR DU CORPS	FRAIS BANCAIRE PRÉSANT D'OR			SAINTE-PIERRE RENGAINE	
				VILLE DE RUSSIE VOISIN DE NICE		
SAUT PERILLEUX	IMITE LE MARBRE	MER D'ASE	AFFIRMER		DEUX À ROME	PROMESSE
					PRIS EN OTAGE EXCLAMATION	
DE LA MÈRE MÈRE COLLE AUX PATTES					PRONCM PERSONNEL	COULE EN RUSSIE COULE EN ITALIE
		ANTILLES OU BALEARIES				
EPLUCHÉE					EMPRUNTE	

E	O	R	E	G	N	A	D	C	G	N	A	T	E	E
J	G	X	S	E	N	I	O	R	D	R	N	M	S	R
A	R	U	U	U	P	N	T	E	L	O	I	R	T	B
U	A	P	F	E	F	E	C	N	X	X	R	F	R	O
G	B	E	A	R	U	N	E	A	A	A	R	U	F	S
E	M	G	E	O	E	X	S	M	I	X	T	U	R	E
L	E	R	R	T	H	T	U	F	E	A	E	N	A	E
U	E	E	O	O	S	C	B	L	L	R	O	T	Y	I
T	E	P	L	N	U	O	N	U	F	S	I	N	O	S
O	R	S	H	D	E	L	P	O	S	E	O	T	N	E
R	V	A	C	E	C	T	F	I	P	D	R	I	E	R
S	I	B	Y	L	L	E	O	F	R	E	L	O	N	M
E	L	I	B	E	D	M	N	A	C	R	A	C	E	E
L	L	I	F	O	R	P	H	R	O	T	N	E	M	N
E	L	P	M	E	T	C	F	R	E	Q	U	E	N	T

ASPERGE	GRIFFE	RIPOSTE
BRUTAL	JAUGE	ROTONDE
CARCAN	LIVRE	ROTULE
CHARDON	LUXUEUX	SAXON
CHLORE	MAXIME	SENIOR
CONFRERE	MENTOR	SERMEN
DANGER	MIXTURE	SIBYLLE
DEBILE	MOISSON	SOBRE
DORURE	PEAGE	SUBTERFUGE
EMBARGO	PONCHO	SYNTAXE
EMERITE	POTENCE	TEMPLE
ETANG	PROFIL	TENOR
FLUOR	RAYON	TEXAN
FRELON	REFLUX	TRIOLET
FREQUENT		

	5			6		8	1	
	2			3	4		9	
	6	3	7			2		
8	1			2				
2	7		9		5		3	8
				1			2	9
		2			8	5	6	
	4		1	5			8	
	8	1		9			4	

	1		5		2		3	
6							9	
		5	3		9	4		
	8		2	7	5		6	
	3						5	
	5		9	3	6		1	
		8	7		3	1		
5								3
	7		8		4		9	

SANTÉ

Redoubler d'efforts pour combattre le paludisme

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, célébrée sur le thème « Le paludisme prend fin avec nous : réinventer, réimaginer, raviver », le ministre de la Santé et de la Population, le Pr Jean Rosaire Ibara, a rappelé qu'au Congo l'incidence de la maladie atteint près de 215 cas pour 1000 habitants.

Dans un discours prononcé le 15 mai dans la salle des réunions de l'hôtel Pefaco Maya-Maya, devant un parterre d'acteurs nationaux et internationaux, de partenaires techniques et financiers, le ministre de la Santé et de la Population a révélé que cet indice loin d'être partiel est révélateur des efforts constamment fournis pour éradiquer cette maladie, d'autant plus que le rendez-vous de 2030 est très proche. En 2030, chaque pays devra rendre compte de l'atteinte ou non de la cible...en lien avec le troisième objectif de développement durable qui vise l'élimination du paludisme dans le monde. Au Congo, à l'instar de la communauté internationale, le paludisme reste l'un des fléaux les plus dévastateurs de notre époque. De ce fait, a-t-il commenté, dans notre pays comme beaucoup d'autres en Afrique et au-delà, cette maladie continue à faire des victimes, en particulier parmi les plus vulnérables, nos enfants, nos femmes enceintes, nos communautés rurales.



Le représentant résident de Catholic Relief Services (CRS), Dr Vincent Dossou Sodjinou, a mis en exergue grâce aux efforts conjoints les données de l'année 2024 extraient dans le DHIS2 en janvier 2025 qui témoignent des progrès notables enregistrés : dépistage du paludisme – 1 254

759 personnes ont été testées dans les formations sanitaires et au sein des communautés atteignant 71% de l'objectif annuel, traitement du paludisme : 862 622 personnes ont reçu un traitement approprié, représentant 68% de la cible fixée ; prévention chez les femmes enceintes : 47

715 femmes enceintes ont bénéficié d'au moins trois doses de traitement préventif intermittent, dépassant l'objectif avec un taux de réalisation de 125%. Malgré ces avancées, a-t-il renchéri, le chemin vers l'élimination du paludisme reste parsemé de défis et nous devons continuer à

réinvestir dans les infrastructures de santé, la formation du personnel et la recherche pour développer des outils plus efficaces ; réimaginer les stratégies en intégrant des approches innovantes et en adaptant les interventions aux réalités locales. A ces efforts s'ajoute une mobilisation communautaire pour renforcer la sensibilisation et l'adhésion aux mesures de prévention.

Toujours dans cette dynamique, le représentant résident de CRS a annoncé que le Congo s'apprête à lancer dans les prochains jours une campagne nationale de distribution gratuite des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action, qui constitue une intervention de haut impact dans la lutte contre le paludisme... Soulignons qu'au cours de cette journée le Pr Francine Toumi et le Dr Patrick Bitsindou entomologiste ont animé deux exposés, entre autres, sur la surveillance génomique de la résistance des souches aux antipaludiques...

Guillaume Ondze

ÉLECTION UNESCO

Firmin Édouard Matoko face au corps diplomatique

Le ministre des Affaires étrangères de la République du Congo, Jean-Claude Gakosso, a présenté le candidat de son pays aux diplomates en poste à Brazzaville.

Cet exercice effectué en pleine campagne électorale au poste de directeur général de l'Unesco s'est déroulé le mercredi 14 mai. À cette occasion, le ministre congolais a décliné les raisons majeures pour lesquelles le choix s'est porté sur ce haut cadre qui a fait l'essentiel de son parcours au sein de cette institution onusienne. L'enjeu était de permettre aux différents chefs de missions diplomatiques et autres représentants des organisations internationales de découvrir le candidat et de s'imprégner de sa vision. « Notre candidat est Firmin Édouard Matoko qui a fait toute sa carrière au sein de cette prestigieuse organisation onusienne pendant plus de trente ans », a indiqué le ministre Jean-Claude Gakosso. Précisant au passage que son dernier poste avant de se porter candidat est sous-directeur pour la priorité Afrique et des relations extérieures de l'Unesco.

C'est au vu de sa connaissance approfondie des mécanismes de l'institution, et de la confiance que lui accorde tant son pays d'origine que les plus hautes instances de l'Unesco font de lui le candidat idéal pour guider

l'organisation vers une nouvelle ère de rayonnement mondial. Le ministre a souligné, par ailleurs, que fort du soutien des plus hautes autorités de son pays, la République du Congo, il incarne également l'espoir et la fierté d'une nation qui croit fermement en son potentiel de transformation globale.

De ce fait, sa candidature qui transcende les clivages géopolitiques repose sur un credo : faire plus que jamais de l'Unesco le laboratoire mondial des solutions culturelles aux défis climatiques, technologiques et sociaux. Fort de l'accompagnement de celles et ceux qui ont bâti l'Unesco moderne, il est le garant d'une transition apaisée vers une ère où culture rime avec résilience. « Respecté par ses pairs, adulé par le Groupe Afrique de l'Unesco, Firmin Édouard Matoko incarne l'alliance parfaite entre expérience, compétence et générosité, qualités dont l'Unesco a besoin pour continuer à «cultiver notre humanité», dans un monde en perpétuelle évolution, en s'appuyant notamment sur le socle des valeurs puisées dans les valeurs traditionnelles de



Edouard Philippe Matoko lors de la séance de présentation au corps diplomatique/Rochy

l'Afrique, son continent d'origine, à l'instar de son illustre prédécesseur, Amadou Mathar M'Bow », a décrit le ministre. En effet, dans un monde aujourd'hui confronté à des crises multiformes, l'Unesco a besoin, plus que jamais, d'un leader qui maîtrise l'art du possible et saura transformer les défis en opportunités. 50 ans après l'élection du premier Africain à la tête de l'Unesco, Firmin Édouard Matoko est porteur d'un renouveau ambitieux. Il dispose d'une connaissance exhaustive de l'institution, cristal-

lisée par sa longue et brillante carrière en interne. « Il est donc aujourd'hui l'homme dont l'Unesco a besoin pour lui insuffler un souffle nouveau et continuer à défendre les idéaux de sa Charte », a-t-il conclu sa présentation.

Prenant la parole à son tour, le candidat Firmin Édouard Matoko a décliné les trois axes stratégiques de sa campagne, à savoir cerner la réforme institutionnelle qui s'impose ; visiter les grands axes de programmation ; s'attaquer aux grands chantiers, en occurrence ceux concer-

nant les femmes, les jeunes, l'Afrique et le PEID. Lors de la séance de questions-réponses, Firmin Édouard Matoko a justifié l'objet de sa candidature qui ne constitue en aucun cas un doublon avec celle de l'Égyptien. Le dispositif statutaire de l'UA encourage plutôt les pays membres de postuler davantage. Après cette séance électorale, Firmin Édouard Matoko continuera sa tournée en Asie Pacifique, Amérique latine et dans les autres régions.

Marie Alfred Ngoma